

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Le pouvoir adjudicateur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS  
TERRES & MERS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
HOTEL COMMUNAUTAIRE  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX**

---

**PRESTATION DE SALAGE ET DENEIGEMENT DES VOIRIES DES ZONES D'ACTIVITES  
DE GRAND CALAIS, TERRES & MERS**

---

**Procédure adaptée en application de l'(des) article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars  
2016 relatif aux marchés publics.**

**Date et heure limites de remise des offres : 19-11-2018 à 11:30**

# **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

## **SOMMAIRE**

1. - Acheteur
2. - Objet de la consultation
  - 2.1. - Objet de l'accord-cadre
  - 2.2. - Procédure de passation
  - 2.3. - Forme de l'accord-cadre
  - 2.4. - Marchés publics simplifiés (MPS)
3. - Dispositions générales
  - 3.1. - Décomposition de l'accord-cadre
  - 3.2. - Durée de l'accord-cadre - délais d'exécution
  - 3.3. - Modalités de financement et de paiement
  - 3.4. - Forme juridique de l'attributaire
  - 3.5. - Délai de validité des propositions
  - 3.6. - Variantes
  - 3.7. - Autres dispositions
4. - Dossier de consultation
  - 4.1. - Contenu du dossier de consultation
  - 4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
  - 4.3. - Modification de détail au dossier de consultation
  - 4.4. - Visite des lieux et consultation de documents sur site
5. - Présentation des propositions
  - 5.1. - Documents à produire
  - 5.2. - Compléments à apporter au cahier des charges
  - 5.3. - Langue de rédaction des propositions
  - 5.4. - Unité monétaire
  - 5.5. - Conditions d'envoi ou de remise des plis
  - 5.6. - Négociation
6. - Jugement des propositions
7. - Renseignements complémentaires

## Article 1 - Acheteur

**Le pouvoir adjudicateur** : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES & MERS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
HOTEL COMMUNAUTAIRE  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX

Téléphone : 03.21.19.55.00

Télécopie : 03.21.19.55.09

Site internet : [www.grandcalais.fr](http://www.grandcalais.fr)

**Maître d'oeuvre :**

Pôle des Moyens Opérationnels

## Article 2 - Objet de la consultation

### 2-1-Objet du contrat

La consultation porte sur les prestations suivantes :

PRESTATION DE SALAGE ET DENEIGEMENT DES VOIRIES DES ZONES D'ACTIVITES DE GRAND CALAIS, TERRES & MERS

Type de service : 27 - Autres services

A titre indicatif, les prestations seront exécutées à partir du 07-01-2019.

### 2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par Procédure adaptée en application de l' (des) article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### 2-3-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot	Première période		Cumul périodes suivantes	
	Montant Minimum	Montant Maximum	Montant Minimum	Montant Maximum
Lot 1 - Lot unique	0,00 € HT	55 000,00 € HT	0,00 € HT	165 000,00 € HT

### 2-4-Marchés publics simplifiés (MPS)

L'accord-cadre fait partie du dispositif « marché public simplifié » (MPS) dans le cadre du programme national « Dites-le-nous une fois ».

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat).

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Le dispositif MPS permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro SIRET.

Dans ce cas, le mode de transmission des éléments de la candidature et de l'offre est dématérialisé.

La réponse électronique est alors indispensable, mais aucune signature n'est exigée (la signature sera demandée a posteriori à la seule entreprise retenue).

En se connectant à l'adresse du profil acheteur, les candidats peuvent transmettre certains éléments standards de leur candidature.

Le formulaire pré-rempli grâce au numéro SIRET permet de :

- Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise (raison sociale, forme juridique, dirigeant principal, numéro tva intracommunautaire, adresse) ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales. Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DRFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le profil d'acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
- D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner aux marchés publics, du pouvoir d'engager la société ;
- De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet du marché sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices).

Attention : le candidat doit joindre les documents de la candidature qui ne sont pas prévus dans le formulaire MPS. Toutefois, certaines exigences (signature de l'offre, attestations d'assurance) ne seront demandées qu'au candidat retenu.

L'utilisation du formulaire « MPS » est fortement préconisée, mais le candidat peut néanmoins répondre par tout autre moyen.

## **Article 3 - Dispositions générales**

### **3-1-Décomposition du contrat**

#### **3-1-1-Lots**

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique pour le motif suivant :

Exécution des prestations financièrement plus coûteuse

### **3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution**

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 An(s), à compter du 07-01-2019.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite, dans les conditions définies au CCAP, 3 fois, pour une période de 1 An(s), soit une durée maximale de 4 An(s).

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution des prestations est déterminé dans l'acte d'engagement.

### **3-3-Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Fonds propres, emprunts et subventionnements éventuels

### **3-4-Forme juridique de l'attributaire**

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

### **3-5-Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 3 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

### **3-6-Variantes**

#### **3-6-1-Variantes autorisées**

Les variantes par rapport à l'objet de l'accord-cadre et à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

## **Article 4 - Dossier de consultation**

### **4-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- le CCAP,
- le CCTP
- le BPU
- le DEAD

### **4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article 39 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://marchespublics596280.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

### **4-3-Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

## **Article 5 - Présentation des propositions**

### **5-1-Documents à produire**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

#### **Justificatifs candidature**

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/imprimés\\_dc/dc1.rtf](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/dc1.rtf))
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/imprimés\\_dc/dc2.rtf](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/dc2.rtf))
- Etat annuel des certificats fiscaux et sociaux (NOTI1 disponible sur [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/NOTI/imprimés\\_noti/noti1.rtf](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/NOTI/imprimés_noti/noti1.rtf))
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.
- Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique

#### **Contenu de l'offre**

- Acte d'engagement
- Cahier des clauses techniques particulières
- Bordereau de prix unitaire
- Détail Estimatif d'Aide à la Décision
- Mémoire technique propre à l'entreprise justifiant des dispositions que le concurrent se propose d'adopter pour l'exécution des prestations.
- Cahier des clauses administratives particulières

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles 51 et 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire de l'accord-cadre qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

## **5-2-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

## **5-3-Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur conclura l'accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

## **5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis**

### **Remise des plis par voie électronique :**

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur oblige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://marchespublics596280.fr>

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La signature est au format XAdES, CAdES, PAdES .

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

## **5-5-Négociation**

Les conditions de négociation sont les suivantes :

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre.

Les offres inappropriées seront éliminées et elles ne seront pas retenues pour la négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir pour la négociation les offres irrégulières ou inacceptables. Si ce n'est pas le cas, elles ne seront pas retenues et ne seront pas classées.

Après examen des offres remises, le pouvoir adjudicateur effectue un premier classement. Au regard de celui-ci, il peut engager des négociations avec tout ou partie des candidats. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire passer des auditions aux candidats retenus.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur procède à une nouvelle notation, de laquelle découlera le classement final. Au regard des résultats de la négociation, la note finale pourra varier à la hausse ou à la baisse. Si les offres retenues pour la négociation restent irrégulières ou inacceptables à l'issue de la négociation, elles ne seront pas classées.

Toutefois, l'acheteur peut attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

## **5-6-Signature de l'offre**

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'acheteur accepte les offres sans signature manuscrite ou électronique.

Cette signature sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du contrat.

## **Article 6 - Jugement des propositions**

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

### **Critères de jugement des offres :**

#### **1. Prix (pondération : 50 points)**

Le critère "prix" sera évalué sur la base du DEAD avec la formule suivante :

Note de l'offre = (montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre analysée) X pondération (50)

Dans le tableau de Détail Estimatif d'Aide à la Décision, le candidat calculera les plus-values de travail de nuit pour le déneigement (prix n°4), pour le traitement préventif (prix n°1) et curatif (prix n°3) dans toutes les zones, ainsi que la plus-value pour le travail le weekend end et jours fériés pour le traitement préventif quel que soit l'horaire dans toutes les zones (prix n°1).

## **2. Valeur technique (pondération : 30 points)**

Le critère "valeur technique" (30 points) sera évalué en fonction des sous critères suivant :

- les moyens en matériel et en personnel affectés au marché avec les qualifications et habilitations - 10 points
- les procédures d'intervention et organisation des astreintes - 10 points
- quantification des heures prévues selon les tracés envisagés - 10 points

Chacun de ces sous critères sera évalué sera apprécié en appliquant aux points maximum les coefficients suivant :

- réponse manquante : coefficient 0
- réponse non satisfaisante : coefficient 0.2
- réponse peu satisfaisante : coefficient 0.4
- réponse satisfaisante : coefficient 0.6
- réponse très satisfaisante : coefficient 0.8
- réponse excellente : coefficient 1

## **3. Délai d'intervention (pondération : 20 points)**

Le critère "délai d'intervention" sera jugé en fonction du délai en heure précisé par le candidat dans son offre notamment dans l'acte d'engagement. Les offres seront classées selon le calcul suivant :

Note de l'offre analysée = (délai le plus court / délai offre analysé) X pondération (20)

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

## **Article 7 - Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile à l'adresse suivante :

### **1) Renseignements administratifs**

Adresse internet : [www.grandcalais.fr](http://www.grandcalais.fr)

Si le fournisseur n'est pas en capacité de transmettre sa demande par voie électronique elle la transmet à l'adresse suivante :



Correspondant : SERVICE MARCHES PUBLICS  
Adresse : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
SERVICE MARCHES PUBLICS  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX

Téléphone : 03.21.19.55.00  
Fax : 03.21.19.55.09  
Courriel : marches.publics@grandcalais.fr

## **2) Renseignements techniques**

Adresse internet : [www.grandcalais.fr](http://www.grandcalais.fr)

Si le fournisseur n'est pas en capacité de transmettre sa demande par voie électronique elle la transmet à l'adresse suivante :

Correspondant : Monsieur Sylvain PIERRU  
Adresse : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
DIRECTION AMENAGEMENT TERRITOIRE  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX

Téléphone : 03.21.19.55.00  
Fax : 03.21.19.55.09  
Courriel : sylvain.pierru@grandcalais.fr  
Adresse internet : [www.grandcalais.fr](http://www.grandcalais.fr)

## **3) Voies et délais de recours**

Dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, les candidats peuvent former un recours gracieux ou hiérarchique contre ladite décision.

Par ailleurs, les candidats ont également la possibilité de saisir le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, d'un recours pour excès de pouvoir contre cette décision et contre les autres actes détachables du marché en application de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.